

L'eurodéputée franco-palestinienne Rima Hassan ne nourrit aucune illusion sur la trêve à Gaza. La pression doit être maintenue pour faire reconnaître les droits du peuple palestinien

POUR UN ÉTAT BINATIONAL

PROPOS RECUEILLIS PAR
RODERIC MOUNIR

Palestine ► Invitée du festival genevois Black Movie samedi, l'eurodéputée LFI et militante franco-palestinienne Rima Hassan nous a accordé un entretien en marge d'une rencontre publique détendue, que n'auront pas troublée les mises en cause provenant des rangs de l'UDC. La juriste spécialiste des questions d'exil est attendue le 22 février à Fribourg (Fri-son).

Avez-vous été surprise des attaques contre vous venant de Suisse?

Rima Hassan: En me renseignant, j'ai compris de quel bord politique elles venaient. Il s'agit toujours d'empêcher l'expression des voix pas seulement propalestiniennes, mais qui appellent au respect du droit international. Nous réclamons la fin de l'occupation, de la colonisation, la libération des prisonniers et la reconnaissance de l'Etat palestinien. Je ne suis l'avocate ni du Hamas ni de l'Autorité palestinienne, je me borne à défendre l'application du droit international en me basant sur les rapports d'Amnesty International, de Human Rights Watch et les résolutions des Nations unies.

On constate un alignement de l'extrême droite européenne – des partis souvent historiquement antisémites – sur la politique israélienne. Ils reprennent la rhétorique civilisationnelle du «grand remplacement», que Netanyahu sait très bien instrumentaliser quand il dit aux Européens: «Nous avons le même problème avec les Arabes que vous dans vos banlieues.»

Comment votre parcours personnel influence-t-il vos combats?

Je suis une descendante de la Nakba de 1948, la grande plaie historique et l'injustice subie par les Palestiniens. A l'époque, les 800 000 personnes expulsées par Israël représentaient la moitié du peuple palestinien! Ayant grandi dans un camp de réfugiés, celui de Neirab en Syrie, je suis la preuve vivante de cette dépossession et



Rima Hassan: «Je ne suis l'avocate ni du Hamas ni de l'Autorité palestinienne.» KENZA WADIMOFF

de l'interdiction de retourner chez moi. Ce parcours m'a amenée à me spécialiser sur la question de l'exil et de la protection des réfugiés, et à revendiquer ma propre identité de réfugiée palestinienne.

La trêve signée entre le Hamas et Israël est fragile et limitée dans le temps. Malgré tout, est-ce un espoir?

«Le régime israélien est réticent à toute avancée du dialogue avec les Palestiniens»

Rima Hassan

Ce serait le cas si l'on avait des interlocuteurs fiables et de bonne foi, or le régime israélien est réticent à toute avancée du dialogue avec les Palestiniens. On le voit en Cisjordanie, où ont eu lieu deux fois plus d'arrestations, ces derniers jours, que de libérations d'otages palestiniens. Ceci en vertu du régime colonial de la détention administrative, qui permet

d'emprisonner sans charges ni procès. Côté américain, Trump annonce vouloir «faire le ménage» à Gaza (lire aussi en page 9) – on notera la formule choisie pour parler d'une population qui vient de subir une guerre génocidaire d'une violence inouïe. Les pays voisins sont priés d'accueillir la population gazaouie. Il n'y a donc pas de quoi se reposer sur cette trêve. Par les bombardements ou la déportation, la logique de nettoyage ethnique reste la même.

La reconnaissance d'un Etat palestinien est-elle la seule voie?

Ce serait une étape importante dans le rapport de force avec Israël, qui fait tout pour l'empêcher. Sa stratégie est une fragmentation territoriale qui fragilise le projet national palestinien. L'objectif est de dire qu'on est face à des bouts de territoire éparés et un peuple divisé. Laisser le Qatar financer le Hamas toutes ces années entraine dans cette stratégie. Malheureusement, la poursuite de la colonisation a rendu l'Etat palestinien peu probable dans les frontières de 1967, comme le prévoyaient les accords d'Oslo. La perspective que je défends est plutôt celle d'un Etat binational, une vraie cohabitation. D'autant que les Palestiniens d'Israël représentent plus d'un cinquième de sa population.

Un Etat binational après un génocide, est-ce réaliste?

On a des exemples comme l'Afrique du Sud, où des exactions terribles ont eu lieu et où la justice transitionnelle a permis une cohabitation. Evidemment, cela passe par la reconnaissance des responsabilités et par des indemnisations. C'est un long processus, mais il est déjà enclenché. Car la Cour internationale de justice, qui a émis des recommandations il y a un an pour prévenir la commission d'un génocide, statuera sur le fond, même si cela prendra sans doute plusieurs années.

La reconnaissance du génocide et celle de l'Etat palestinien sont des sujets tabous en France. Qu'en est-il au Parlement européen?

C'est intéressant de sortir de la bulle franco-française. La délégation pour les relations avec la Palestine comprend des membres de tous les partis, y compris du centre et du PPE (droite libérale-conservatrice). J'y côtoie des élus d'autres bords politiques très investis dans la cause palestinienne. On entend des sons de cloches différents de pays comme l'Espagne ou les pays nordiques, où reconnaître l'Etat palestinien est une évidence. L'Irlande a carrément fermé l'ambassade d'Israël à Dublin et envisage d'en faire un Musée de la Palestine! Cela étant, le rapport de force reste défavorable. Il empêche l'adoption de résolutions d'urgence sur la situation des droits humains à Gaza, ou la suspension de l'accord d'association entre l'UE et Israël.

A propos de prisonniers, il vous est reproché de ne pas avoir soutenu une résolution exigeant la libération de l'écrivain Boualem Sansal par l'Algérie.

On a très peu parlé du motif de son arrestation, qui n'a rien à voir avec son activité d'écrivain – Boualem Sansal est par ailleurs ancien haut fonctionnaire du Ministère algérien de l'industrie. Dans un média d'extrême droite (*Frontières*), il a remis en cause l'intégrité territoriale de l'Algérie, affirmant qu'une partie du territoire algérien appartenait au Maroc. J'ai mon avis sur les thèses qu'il diffuse sur la colonisation, l'islam, les migrants, en phase avec l'extrême droite. Mais en tant que parlementaire, mon propos n'est pas de faire ingérence dans les affaires algériennes. De par son histoire, la France a tout intérêt à soigner ses relations avec l'Algérie, plutôt que lui intimer des ordres. L'enjeu est plutôt une réforme du Code pénal qui éviterait ce genre d'arrestation, j'ai d'ailleurs proposé des amendements dans ce sens. Notons que la France a adopté des textes liberticides, comme la loi séparatisme, qui crée un état d'urgence permanent et généralise la surveillance, y compris des défenseurs du climat. Elle n'a donc pas tellement de leçons à donner. I

«DÉFENDRE GAZA, C'EST DÉFENDRE L'HUMANITÉ»

Genève ► Des milliers de personnes ont manifesté samedi en soutien au peuple palestinien. Le personnel soignant était présent en nombre.

A l'appel de BDS Genève (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) et avec le soutien de nombreuses organisations, entre 3000 et 4000 personnes selon nos estimations ont battu le bitume samedi. Parmi elles, de nombreuses «blouses blanches» venues de divers pays, en représentation du personnel médical et soignant opposé au génocide du peuple palestinien. Si le cessez-le-feu récent à Gaza a été célébré, les bombardements meurtriers des quinze derniers mois ont été dénoncés, tout comme la

destruction quasi totale de la bande côtière. L'arrêt de la complicité de la Suisse avec Israël a une fois encore été exigé.

Pour cette vingt-septième manifestation de BDS depuis le 7 octobre 2023, les organisateur-trices se sont réjoui-es lors du discours introductif au Jardin anglais, lieu de rendez-vous: «La résistance palestinienne a contraint Israël à accepter un accord à des conditions dans un premier temps refusées. C'est beau de voir la libération de tous ces prisonniers!» Mais ce n'est là qu'un «premier pas», la répression s'accroissant en Cisjordanie, devenue elle aussi «une prison à ciel ouvert», tandis que Gaza est invivable. «Il s'agit du premier génocide au monde retransmis en di-

rect. Les coupables ne peuvent pas rester impunis, car cela signifierait qu'il est possible de tuer des groupes en fonction de leur ethnité ou de leur religion.»

La lueur d'espoir? L'impunité qui se fissure. «L'Etat voyou d'Israël fait face à une spirale d'effondrement économique, à la fuite de cerveaux et à des dissensions internes. Cela nous montre la solution: boycotter!» Les prochains enjeux sont rappelés: l'Eurovision aura lieu en Suisse cette année. «Continuons à lutter pour le droit au retour, la liberté de mouvement et l'égalité des droits en Palestine!»

Après Cuba (1973), le Venezuela (2009), la Bolivie (2023) et la Colombie (2024), le Nicaragua devient le

cinquième pays d'Amérique latine à rompre les relations avec Israël, a noté l'association Nicaragua-El Salvador: «La solidarité internationale des peuples autochtones défendant leurs terres grandit le drapeau palestinien.» Pour Bolivia Plurinacional, en Abya Yala (l'Amérique dans le lexique décolonial) comme à Gaza, il s'agit d'une «lutte contre le colonialisme, le fascisme, le capitalisme et le libéralisme.»

Venue de France, d'Italie, des Pays-Bas, de Turquie ou encore du Canada, une large délégation de blouses blanches était présente parmi les rangs pour protester contre «les attaques délibérées faites contre des infrastructures hospitalières et des travailleur-euses de

la santé à Gaza» et pour rappeler, au pied de la Chaise brisée sur la place des Nations, les Conventions de Genève.

Une docteure palestinienne a signalé l'étrangeté de nommer «radicale» toute personne combattant l'injustice et l'oppression. «Nous demandons la cessation permanente du génocide, qui ne s'exerce jamais contre une personne ou un peuple, mais toujours contre l'humanité.» La sacralité de la vie a été bafouée à Gaza, souligne sa collègue hollandaise: «C'est une infraction au droit humanitaire et une atteinte à notre éthique, à notre humanité. Nous défendons vos vies, et espérons que vous ferez de même avec les nôtres.» LAURA HUNTER